
Hirak : un mouvement socio-politique inédit et inventif. Temps suspendu et/ou en devenir

Omar CARLIER*

Qu'en est-il en effet du *hirak* ? À la fois mot et chose, vocable et mouvement, et avec eux des hommes et des femmes qui, depuis 9 mois, s'opposent au régime algérien en place depuis bientôt 60 ans, sur des bases nouvelles et inattendues ? Qu'en est-il de ce surgissement inséparablement matériel et idéal ? Aura-t-il la portée de ceux qui méritent ce terme dès lors qu'ils laissent des traces longtemps après la disparition des causes qui les ont fait naître ? Il est trop tôt pour le dire même si nombre d'indices peuvent aller dans ce sens.

Examinons donc le mouvement contestataire algérien en cours en desserrant un instant la relation intrinsèque entre les mots et les hommes, pour les besoins de l'analyse. Essayons enfin de mieux cerner l'originalité de l'entreprise, à l'aune de l'histoire algérienne contemporaine, de sa dynamique interne, en attendant qu'un comparatisme externe collectivement maîtrisé puisse l'éclairer davantage.

Les mots font l'histoire. Ils sont faits aussi par l'histoire. Mais celle-ci est faite par les hommes sans que ces derniers ne sachent l'histoire qu'ils font (si l'on accepte la lecture de Marx par Raymond Aron), laquelle est finalement interprétée autant qu'il est possible par les historiens, sinon « inventée » par eux, génération après génération. L'actualité algérienne nous convie à examiner le mouvement contestataire algérien en cours, d'une ampleur, d'une profondeur et d'une durée inédites, en gardant à l'esprit cette proposition initiale. Car ce mouvement s'est auto-désigné dès le début sous le nom, à première vue anodin, de *hirak*, qui est resté, et lui est devenu consubstantiel, comme signe de reconnaissance, mieux,

* Université Sorbonne-Paris-Cité, Laboratoire CESSMA.

en tant qu'oriflamme verbal d'une puissance inattendue. C'est de ce nom même que nous partirons, dès lors qu'il fait partie de ces mots-acteurs, de ces mots-embrayeurs, qui sont aussi des mots-problèmes. L'« hypothèse sémantique » nous servira donc de point d'entrée dans l'analyse d'un mouvement dont le nom même est partie intégrante du dire et du faire qu'il manifeste, en tant que pratique sociale, culture mémorielle, et transmission historique incorporées. De fait, ne s'impose-t-il pas au premier regard, à la première écoute, comme le nom « magnétique » d'un soulèvement social venu une fois encore de « l'intérieur », au sens de Berque, si novateur soit-il ? Mais d'où vient qu'une telle action collective a portée politique aussi explicite - encore inenvisageable voici un an, au dire des acteurs eux-mêmes, comme des observateurs les mieux avertis - ait pu acquérir aussi vite sous ce nom une efficacité aussi marquée ? « L'hypothèse sociologique », mais aussi « psychologique » voudrait y répondre à son tour. Celle de la catalyse née de la rencontre entre des hommes et des femmes très divers dans leurs caractéristiques sociales mais refusant pareillement de subir une humiliation de plus, une humiliation de trop. Au défi du 5^e mandat, contre toute dérive émeutière, les sujets de l'État reconquirent leur statut de citoyen. Faisant et refaisant société, en voulant repenser et reconstruire leur vie, ils s'affranchissent d'une forme de « servitude volontaire » et s'engagent dans un combat frontal mais pacifique contre le pouvoir en place. « L'hypothèse historienne » nous aidera enfin à saisir le moment déclencheur, la dynamique et la pérennité de l'action, et le sens qu'elle a pour celles et ceux qui s'y engagent. À comprendre pourquoi et comment le surgissement fait événement, en réintroduisant la conscience historique qui en a permis l'avènement. Tout se passe en effet comme si le *hirak* en appelait de l'enfouissement politique du fait historique pour redonner vie, par le truchement de l'espace public et de ses symboles, depuis longtemps routinisés, à un projet de renouvellement politique majeur. Par une nouvelle prise sur le présent, par une reprise de soi collective arrivant à son heure, en posant sa propre marque sur la centralité topologique et topographique du présent.

Puissance d'un mot : condensation séminale et registre de l'imaginaire

« Au commencement était le verbe ». Cette assertion célèbre de Jean l'Évangéliste, dont le premier mot fait écho à celui de la Genèse, peut justement nous servir de point de départ. La formule johannique a évidemment connue un vaste prolongement moderne, rationaliste

et séculariste, faisant droit à la puissance créatrice des mots. Ce glissement vaut aussi, dans leurs différentes conditions propres, pour les pays d'islam. Le vocabulaire politique n'y échappe pas, en Algérie comme ailleurs. « Au commencement était le premier novembre », pourrait-on dire (le 1^{er} novembre 1954). La « Révolution » (*Thawra*) est à l'origine, elle est l'origine. Bien sûr, celle-ci a des antécédents et des prolongements en mots et en choses. Mais la proposition est au cœur de l'identité politique algérienne contemporaine, à la fois démiurgique et mythique. Est-ce le cas du mot *hirak* ? On peut au moins en risquer l'hypothèse. N'est-il pas ce nom d'action qui suscite, fédère et domine la production discursive née dans son sillage, à la fois porte étendard et « note bleue » d'une sorte d'opéra vocal à ciel ouvert, faisant du parcours où il se tient la scène où il se joue, sans vouloir fixer en l'état la fin de ses représentations en tant qu'actualisation-incarnation d'un nouveau *momentum*.

***Hirak* ! Un mot magique ? Un mot magnétique plutôt**

Magique, il l'est si l'on veut, au sens où il actualise, intègre, exprime et contribue à créer cela même qu'il désigne. Bousculant le schème classique de la causalité socio-historique en sciences humaines, dans une sorte de parthénogénèse sociale, le *hirak* auto-engendré se continue et se renouvelle sur son fonds propre. Il n'en relève pas moins de la création sociale exotérique et non de l'alchimie ésotérique. Magique ensuite, dirait-on, au sens commun, à la mesure de l'exploit collectif que représente, au stade actuel, le fait d'avoir réussi en deux mois, sans violence physique, et contre elle, à faire ce qu'aucune force n'a pu réaliser depuis l'indépendance : renverser le gouvernement en place, le président en place, sinon le « système ». Entendons-nous : non pas suite à un coup d'État venu d'en haut, assumé ou déguisé, mais par une énorme poussée venue d'en bas. Nul doute que son surgissement ait pu être reçu par certains comme le signe de l'intervention divine.

Un mot non pas énigmatique mais « magnétique ». Relevant du croisement des sciences sociales (socio-linguistique, psycho-sociologie, histoire sociale), et non de la métaphysique, il illustre par excellence le fait que les mots font l'histoire dès lors qu'ils deviennent des forces sociales, incorporés massivement par ceux qui les mobilisent et les font vivre. Pour autant, le mot *hirak* est-il le nom d'un de ces bouleversements majeurs, puissamment disruptifs, aux dimensions inédites, sur lesquels on s'interroge encore longtemps après leur (apparente) conclusion : Crises, Guerres, Pandémies, Révolutions ? Ou d'un simple évènement ponctuel,

autrement plus restreint, quitte à laisser une forte trace politique et mémorielle dans son sillage. Ou encore, comme le croient certains analystes, pas nécessairement complotistes, l'une de ces « révolutions orange » dont l'Ukraine est le paradigme (Avioutski, 2016), ou plutôt l'une des modalités du changement politique étudiée depuis trente ans en science politique par le biais des crises politiques et la transitologie (Dobry, 2000, p. 585-614). L'hypothèse intermédiaire nous paraît au stade actuel des plus probables, creusant incontestablement « un avant et un après », quoiqu'il advienne. Le fait est, on l'a rappelé dès le départ, que le *hirak* a déjoué les conjectures, prévisions, diagnostics et pronostics, aussi bien du côté de ses initiateurs que du côté de ses contradicteurs. Sans attendre les dénouements possibles du processus en cours, sans nous autoriser a fortiori la moindre prédiction quant à son devenir, il a bien les caractéristiques du type d'évènement que l'on dit « irréductible à ses causes » (Deluermoz & Singaravélou, 2012 ; Prost, 1996, 2014). Celles que l'on invoque, même synchrones et interactives (crise sociale, crise politique, changement d'époque, évolution des mentalités, etc. ; et d'abord le déficit intrinsèque de légitimité du pouvoir en place), n'étaient-elles pas déjà là six mois, un an, quatre ans auparavant ? Pour ne pas dire trente ans, voire soixante ans plus tôt, sans qu'à aucun moment ne s'opère pareille catalyse. Celle-ci survient entre février et mars, alors qu'un autre mot non pas nouveau mais structurant entre en scène : « système ». *Hirak* et système forment le lien sémantique qui porte le nom du mouvement et l'injonction du discours. Et ce dans l'entrelacs des langues : « système dégage », « *yetnahou ga'a* » (qu'ils s'en aillent tous). Chargés par les marcheurs d'une énergie sociale et mentale subitement efficace, ils relèvent d'une conscience politique et historique que l'on disait évanouie sinon disparue. Le mot système ne renvoie pas au Gouvernement et au Président en place au 1^{er} janvier 2019, mais à la formule politique qui, suivant les locuteurs, s'est imposée par la force en 1962 (ou dès 1957 : élimination de Abbane ; ou dès 1960 : Boumediene chef d'état-major de l'ALN, etc.). Tout cela est entendu. Mais ce sont autant de choses qui ne permettent pas de répondre à la question de base : pourquoi ici, maintenant, sous cette forme, et avec cet impact ?

Le recours comparatif

Certes, la réponse semble pouvoir être trouvée dans le cadre de comparaisons internes ou externes. Spontanées, car bien des références, vécues ou imaginées, transmises et intériorisées à des titres divers, sont

mobilisées par une large partie de la population, quelle que soit la position du locuteur par rapport au mouvement lui-même. Réfléchies, à différents degrés d'expression et d'exigence, en relation avec la gamme des références écrites disponibles, plus ou moins bien documentées et savantes. On citera ainsi par similitude ou contraste de grands événements du passé (1936, 1945, 1962). On y reviendra plus loin. Des causes similaires sont présentes aussi ailleurs, dans des pays de constitution socio-historique assez proches, bien qu'opérant selon des modalités et temporalités différentes, avec des résultats divers. À commencer par les voisins tunisiens et marocains, « pays frères ». Au-delà du cadre géographique nord-africain, il suffit de prononcer le syntagme « printemps arabe » pour faire surgir un canevas comparatif présumé plus heuristique encore. Marc Bloch accordait une importance cruciale à cette démarche, sorte d'équivalent pour l'historien, dépourvu de l'expérimentation reproductible propre au physicien ou au chimiste, en mettant d'ailleurs l'accent sur les différences plus que sur les ressemblances. On y reviendra là encore *in fine*, très brièvement, avant qu'un travail de longue haleine puisse être mené sur ce plan au sein de la communauté des chercheurs. Sans nous résoudre au complet silence, en dépit de l'aphorisme de Wittgenstein, en forme apparente de lapalissade : « ce qu'on ne peut dire, il faut le taire », revenons au mot, à son environnement sémantique et à sa force nouvelle.

La puissance sémantique potentielle du singulier collectif

Hirak, qui pourrait se dire ou s'écrire aussi *harak*, voici un terme endogène qui tire sa richesse sémantique de son étymologie arabe générale, mais aussi de son incorporation créatrice locale, à partir des forces sociales et mentales qui s'investissent en lui. Sa racine trilitaire porte en elle tout ce que l'existant doit au mouvant, à la mobilité, au mouvement, au déplacement, à la cinétique. Elle fait écho, pour ce qui est des hommes, à la marche elle-même. Rien n'indique que des hommes et des femmes du *hirak* aient parlé explicitement du nom qui les désigne, et dans lequel ils se reconnaissent, ou même y aient pensé. Mais nombre de ses acteurs connaissent ses références anthropologiques possibles et peuvent les avoir intériorisées. Revenons à des données plus prosaïques et certainement plus pertinentes quant à la conscience pratique ordinaire. Le verbe *haraka* peut renvoyer à l'individu lui-même, sur des modes opposés. De manière on ne peut plus banale, il peut s'adresser dans la vie quotidienne à un geste de cuisine, *harrak* (remue, touille) ; ou encore, sur un autre registre, à un adolescent lymphatique, à un quidam avachi, à un

partenaire peu disposé à sortir de sa léthargie, bref, à un sujet restant passif devant la difficulté de l'instant : *t'harak* (bouge, secoue toi !). La racine trilitaire peut-elle suggérer une autre piste, éventuellement jusqu'au tragique ? Non pas. Car il faudrait pour ce faire changer de verbe. *Hâma* désigne justement l'errance. Possiblement, l'homme seul, désocialisé, sinon déshumanisé, marchant en aveugle, sans trace ni foyer, sur « un chemin qui ne mène nulle part », comme renvoyé à sa faiblesse et sa nudité ontologiques. On le voit, le *hirak* se présente justement comme l'incarnation collective du contraire.

Quoiqu'il en soit, il nous semble que la force « génétique » actuelle du mot non dans sa lettre mais dans son usage- renvoie en tout cas à un champ lexical plus large, à un complexe sémantique de vaste extension et d'historicité multiple. Du verbe au substantif, le nom d'action peut passer de l'homme qui marche à l'homme en marche : du déplacement individuel ordinaire à l'ébranlement collectif « extra-ordinaire », du mouvement brownien des grandes métropoles aux cortèges organisés par de véritables metteurs en scène. Si la racine sémique peut jouer pleinement dans un registre prosaïque et séculier, elle peut soutenir également un registre sacralisé, une construction théologique, comme dans le lexique soufi, notamment dans la bipolarité shiite, qui oppose la *haraka* (mouvement) au *soukoune* (immobilité). Risquons encore l'hypothèse du rapport souterrain à un imaginaire prestigieux plus que séculaire, combinant le religieux et le profane, celui de la « *nahda* ». Cette fois, le nom d'action est dérivé d'un verbe pouvant signifier se lever, surgir, naître, qu'on traduit volontiers en français par « renaissance », en écho au grand élan créateur Italien des 15^e et 16^e siècle. Le nom-symbole identifie à lui seul, sans plus de qualification, la « renaissance arabe », du Liban à l'Egypte; et avec elle la reprise de soi, la volonté solidaire de retrouver dans un même élan fierté et puissance, de renouer avec la gloire perdue, dans le dialogue et/ou la confrontation mimétique avec l'Europe. À suivre cette exploration en réseau, on passe de toute façon du verbe au substantif, de l'action au sujet de l'action. Là est le point nodal. Rechargé socialement, il se suffit à lui-même, avec une toute autre portée. À peine consolidé, il lui suffit d'être nommé et de « se » nommer pour être reconnu pour ce qu'il est et ce qu'il fait, ici et maintenant, dans sa pleine actualité distinctive. Pourtant, le mot *hirak* n'est pas un mot nouveau dans le langage politique algérien (et arabe)¹. Ainsi est-il présent depuis des lustres, il est vrai au féminin semble-t-il, sous la forme *haraka*, dans la presse en langue arabe des années 1940-

¹ Sauf peut-être sous cette forme plutôt que celle de *harak*.

1950. Depuis les années 1930, l'Étoile Nord-Africaine (ENA) se définit d'ailleurs comme la seule organisation à mériter l'appellation de « mouvement national ». Du moins l'affirme-t-elle, dans son expression écrite en français. On pourrait aisément lui donner une traduction en arabe, à l'oral, et sans doute l'a-t-on fait, bien avant que l'expression ne désigne officiellement un parti sous ce sigle : le MNA, à l'issue de l'implosion du MTLN, fin 1954, laquelle ouvre la voie au FLN, issu de son sein, dans un tout autre contexte il est vrai.

D'autres termes, anciens ou nouveaux, se sont imposés eux aussi dans le lexique politique moderne, d'un bout à l'autre de l'aire arabomusulmane, à l'heure du nationalisme ascendant, puis triomphant. En Algérie aussi, bien sûr : *hizb*, pour ce qui est du parti, *watan*, pour ce qui est de la nation, *cha'ab*, pour ce qui du peuple souverain. Termes anciens, mais rechargés sémantiquement. Tous ordonnés par le but suprême, porté par un mot transcendant : *istiqlal* (indépendance). Des termes à forte résonance plus récente s'y ajoutent : *nidham* (organisation), puis *djebha* (Front). Le premier renvoie à la « mystique de l'Organisation », amorcée dans les années 1930², sacralisée dans les années 1940, au sein du continuum ENA-PPA, puis durant la guerre d'indépendance. Le second précisément au déclenchement de cette dernière sous la bannière et la fêrle d'un Front de Libération nationale. La terminologie française retenue au départ faisant ensuite l'objet d'une traduction en arabe sous le titre de *Djebhet et Tahrir el Watani*, progressivement condensé en *Djebha*. Mais précisément, « le » *hirak* refuse de « se » définir comme *hizb*, ou *nidham* ; *a fortiori* comme *djebha*, tant le mot est devenu dépréciatif, au regard d'un FLN désormais stigmatisé dans son devenir post-colonial. Ceux qui parlent sous le label du *hirak* se méfient de la récupération partisane, se défient de l'organisation et des offres politiques extérieures à ses rangs, mais sans se mettre en position de proposer une alternative institutionnelle. En février-mars, *hirak* acquiert une sonorité propre, que les trois lettres de sa racine condensent et densifient en deux syllabes, claquant comme le nom propre d'un collectif unifié sous lui, crée avec lui, par lui. Un nom propre intériorisé et incorporé par des centaines de milliers d'acteurs ordinaires, comme référent identitaire commun. Le mot n'est pas sans passé, mais il entre par la grande porte d'un présent qui de nouveau fait l'histoire.

² Le mot de Messali, comme titre d'un article d'*El Ouma*, est resté longtemps dans les mémoires, « Si tu veux vivre et vaincre, organise-toi ».

Naissance ou renaissance d'un corps civique

Regardons à présent derrière les mots des « actants » les agents sociaux devenus « acteurs » qui les inventent et les portent, en association avec d'autres signes. Qu'en est-il de ces écrivains publics d'un nouveau genre, de ces nouveaux marcheurs sonores ? Qu'en est-il de la voix collective d'un vaste corps social en action, se constituant en corps civique. Avant toute prétention théorique, abordons ici le *hirak* sous l'angle phénoménologique.

Un espace public approprié, pacifique et civique

Deux caractéristiques du *hirak*, isolées provisoirement pour les besoins de l'analyse, s'imposent d'abord à l'observation.

La première réside dans la volonté et la capacité des marcheurs à s'approprier ponctuellement l'espace public, dans sa dimension la plus élémentaire et la plus essentielle, la rue. Celle-ci est « conquise » pour un temps limité mais renouvelé, de manière déterminée, au nom d'une souveraineté propre, définie comme seule légitime, celle des citoyens (*mouwatinin*). Or cette souveraineté suppose et engage avec elle deux libertés fondamentales : celle d'y circuler sans désordre mais sans entrave, celle de s'y exprimer selon le même principe, en le constituant comme lieu de la parole publique. Le *hirak* crée-t-il un forum, une agora ? Il en est la prémisse plutôt, voir l'esquisse, sur les places où le stationnement s'opère, quand un groupe fait cercle, ou quand un orateur se porte en son milieu, ou est porté en surplomb, afin qu'un proto-dialogue s'instaure³

La seconde caractéristique du *hirak* réside dans son expression pacifique, assumée haut et fort. *Silmiya*, *silmiya* (pacifique) s'impose très vite comme l'un des principaux mots d'ordre du mouvement, à la fois invitation et injonction. Cette affirmation est d'autant plus efficace qu'elle a valeur distinctive au regard de l'actualité protestataire à l'échelle mondiale, prenant de surcroît à rebours l'héritage révolutionnaire national valorisant l'action armée, comme du stéréotype

³ Le terme grec agora ne semble pas avoir été utilisé par des gens du *hirak*, bien qu'existe une transcription en arabe (*aghora*). Pas davantage le mot latin forum, que l'on adapte usuellement en arabe sous terme *muntadaa*. Forum en revanche a été utilisé, en français, par des intermédiaires sollicités par le groupe militaire, finalement rebaptisée plus modestement pour désigner une instance de discussion destinée à ouvrir un processus de transition devant rester sous contrôle. Le terme « agora » a bien été utilisé dans le *hirak*, notamment aux premiers temps, à Oran par exemple, en face du monument dédié à Zabana, des jeunes et moins jeunes haranguaient la foule. La police a fini par empêcher ce forum citoyen.

essentialiste faisant de l'Algérien un être violent par nature. Résistant aux provocations externes comme aux tentations internes, l'option « pacifiste », à la fois conviction et stratégie, est le signe d'une maturité acquise, et conquise, tirant les leçons des épreuves et des échecs du passé. Et cette signalétique distinctive se renforce de surcroît d'une conscience civique affichée, matérialisée par le nettoyage des rues, le respect de l'environnement, des biens privés comme des lieux publics, rendus à un espace commun désigné comme propriété de tous, dont l'usage est approprié à la mesure de ce qu'il donne.

Poids du nombre, emprise territoriale, résilience de l'action

Cette conquête pacifique de l'espace public, en elle-même significative, donne d'autant plus de poids à trois autres aspects les plus visibles du mouvement, qui en soulignent la puissance et l'impact : le nombre, le territoire, la durée.

Il n'est pas besoin de céder à l'hyperbole militante ou à la dépréciation officielle pour estimer que le *hirak* a pu mobiliser des centaines de milliers de personnes à l'échelle du pays tout entier, et possiblement davantage lors de ses pics de mobilisation. Le déni peut d'ailleurs se retourner contre le locuteur hostile, susceptible d'être tourné en dérision. À l'instar du chef d'Etat algérien par intérim, parlant de « quelques éléments chahuteurs » devant les caméras, lors d'un entretien demandé sinon quémandé à son homologue russe, lequel y répond par un sourire subsumant le silence diplomatique. Pour la génération algérienne ayant vécu les journées d'octobre 1988, la formule évoque celle du « chahut de gamins » utilisée alors par un apparatchik du FLN.

Le *hirak* n'a pas seulement la force du nombre, il a aussi celle de l'emprise territoriale. On ne peut le réduire à un fait algérois, ou à une expression régionale. S'il n'est sans doute pas aussi fort et persévérant dans toutes les circonscriptions⁴, le mouvement semble bien avoir trouvé des appuis et des fidèles en grand nombre dans toutes les wilayas, jusqu'à Adrar, bien au-delà des grandes capitales régionales. Alors que les nombreuses et récurrentes protestations sociales antérieures, violentes ou non, restaient le plus souvent sporadiques, locales, fragmentées, et déconnectées les unes des autres⁵, le *hirak* affirme et affiche sa force à

⁴ Et si les articles de la presse écrite, aussi bien que les échanges interpersonnels visuels et sonores rendus possible par la génération du « portable », doivent être soumis au même regard critique.

⁵ Sans méconnaître pour autant des mouvements de grève de plus grande ampleur que ces éruptions ponctuelles.

l'échelle de la nation tout entière. Il fait enfin la démonstration de son inscription dans la durée. L'interrogation est présente à cet égard dès le premier jour, mais le scepticisme ne dure pas. On comprend, dès le troisième vendredi, que ce n'est pas un feu de paille, un coup de semonce sans lendemain, une émotion collective certes de grande ampleur mais refluant aussi vite qu'elle est venue. La démission de Bouteflika, l'arrestation de ses proches et de plusieurs oligarques du régime, ou assimilés à lui pour la circonstance, rien de tout cela ne suffit à satisfaire le « mouvement » engagé en février.

Des mois après son essor, le *hirak* reste dynamique, sans être sorti de son orientation pacifiste, ni avoir vraiment décliné en présence territoriale. Persévérant dans l'être, il fait preuve de sa résilience, affirme sa consistance et sa cohésion, en dépit de sa diversité, et démontre sa longévité. Le noyau militaire dirigeant tablait sans doute sur l'usure du mouvement, car il est difficile en effet de maintenir longtemps un aussi haut niveau de mobilisation, sans résultat décisif. Et sur sa désagrégation, en raison de l'usure physique et mentale des corps, comme en raison de la diversité de ses composantes. Mais ni le ramadan, ni la canicule de l'été, ni la parenthèse des vacances, scolaires et professionnelles, ni l'expression visible du fait amazigh, qu'on a voulu pointer comme élément diviseur, n'ont enrayé, ou affadi le mouvement. Au contraire, il s'est trouvé renforcé, en tout cas relancé, par le hasard du calendrier, qui a permis la rencontre à l'automne, entre un vendredi et un premier novembre, le rendez-vous hirakien avec la date majeure de la geste nationale et de sa tradition mémorielle. Il est difficile d'imputer l'immense succès rencontré par les manifestations de ce 37^e vendredi à cette seule coïncidence « miraculeuse ». On pourrait penser que cette apogée née d'un hasard favorable annonce le déclin. Il ne semble pas. En tout cas, si rien n'est fait, rien n'est défait.

Force et faiblesse. Elections et transition. Horizon problématique du lendemain

Cela étant, la plupart des observateurs font valoir que le *hirak* n'est pas sans faiblesse, et bute sur ses propres limites. Renverser le clan Bouteflika ? C'est fait. Redonner le pouvoir aux civils ? Construire un Etat de droit démocratique ? Cela reste à faire. Mais comment ? Nombre de citoyens du *hirak* reconnaissent ces faiblesses, mais beaucoup les assument. Certes, il n'est pas sorti du mouvement une instance cohésive et représentative capable, comme le cas tout récent du Soudan paraît le montrer, de faire plier le groupe dirigeant militaire, ou de parvenir à un

deal acceptable avec lui, sur la base d'une transition organique et programmatique. C'est que, justement, bien des protagonistes - soucieux de prévenir toute récupération, en cohérence avec le refus de ce qu'ils dénoncent : « leadership auto-proclamé, opportunisme, manœuvres, combines », etc. - voient dans cette faiblesse une force, susceptible d'être réellement gagnante. Les arrestations de jeunes sortis du rang ne l'ont pas brisé. Sans perdre de sa base populaire, il se renforce par l'engagement personnel d'une partie des élites de la « société civile » : médecins, pharmaciens, ingénieurs, universitaires, défilant eux aussi dans les cortèges. Les unes et les autres ayant une base syndicale ou corporative non négligeable. Un coup de semonce suscite une réaction plus vive du groupe militaire dirigeant, quand nombre de magistrats refusent ostensiblement de rendre une justice sur commande, par téléphone. Il n'empêche, l'État-major et son chef confirment une ligne plus dure et campent sur la ligne du 12 décembre. La promesse réitérée d'élections libres et honnêtes sera-t-elle tenue ? Le passé plaide contre lui. En tout cas contre son institution.

En cours de route, une tentation *compromissoire* semble avoir été timidement esquissée, puis écartée. Celle d'un forum préparatoire, puis celle d'un panel plus informel. Elle a suivi l'éviction sans frais, par le chef d'Etat-Major, lui-même directement menacé, du groupe piloté par Saïd Bouteflika, désigné peu après comme « bande » (*issaba*). Une formule s'est un temps immiscée dans le mano a mano en cours : *Djich, cha'ab, khawa khawa* (Armée, peuple, frères, frères), testée peut-être en sous-main par les stratèges militaires, en écho sémantique possible au slogan remontant à la « révolution agraire » de Boumediene : *Djich, Cha'ab, thawra zera'iya*. Mais elle n'a pas pris corps, quand les contacts entre sondeurs et sondés n'ont pas abouti. À la raideur de l'Etat-major, les marcheurs du *hirak* ont répondu : « *dawla madaniya, machi askariya* » (gouvernement civil, et non militaire). À celle de son chef, réitérée, assumant et pilotant la répression physique et juridique, ils ont répondu en l'intégrant à leur slogan de base, « système dégage ». L'hypothèse d'un dialogue ouvrant à une transition acceptable a rapidement fait florès, les concessions nécessaires apparaissant de part et d'autre comme bien trop contraignantes.

Un mouvement social inédit, à large spectre

Quoiqu'il en soit de cette faiblesse du *hirak*, et des espérances qui demeurent, revenons à l'énergie collective qu'il a suscitée et conservée dans la durée, en éclairant la dimension multifactorielle, interactive et polyvalente qui l'a produite. Plutôt que de retenir un concept univoque : foule, masse, multitude, peuple, qu'il faudrait inscrire dans un corpus théorique énorme, et mettre à l'épreuve de l'histoire mondiale, voyons plutôt ce que l'observation empirique permet de dire du *hirak* comme force sociale en acte et en corps. Notamment de l'amplitude de son spectre social. Ce qui ne l'a pas empêché justement, au moins pour l'instant, d'intégrer cette diversité sur la base d'un plus grand dénominateur commun, sans préjudice de ses nuances lexicales, locales, chronologiques : le rejet définitif d'une classe politique ou d'une force politico-militaire jugée monopoliste, corrompue et illégitime, résumée sous le terme de « système »⁶.

Une combinaison interclassiste et pluri-générationnelle

Les foules du *hirak* sont d'autant plus importantes et impressionnantes qu'elles rassemblent des individualités ressortissant d'ordinaire à des classes et catégories sociales bien différentes, sinon opposées. Dans les grandes villes, les petits fonctionnaires voisinent avec les salariés du privé, les membres de la petite production marchande avec ceux des professions libérales, les instituteurs et professeurs avec les artisans et petits entrepreneurs. Les uns et les autres frayant pour l'occasion avec des compagnons de marche d'un statut social, d'un niveau de revenu, et/ou de diplôme plus ou moins élevés. Diversité dont témoigne sans faire problème la signalétique langagière et vestimentaire. Une analyse rétrospective ultérieure, plus fine et mieux documentée, permettra sans doute de mieux apprécier ce qu'il en est de la place et du rôle des « classes moyennes », et de la composante « lettrée » en leur sein. À ce canevas interclassiste s'ajoute une dimension intergénérationnelle, inter-sexe, et inter-identitaire manifeste. Étonnante là encore, au regard des diverses formes de protestation antérieures, au moins dans un passé récent.

Les classes d'âge et les générations ainsi co-présentes, y compris avec les gens du « troisième âge », sinon du quatrième. On ne les avait jamais vu marcher ensemble à cette échelle; en famille, et le cas échéant, entre grands-parents et petits-enfants. Si ce n'est en 1962, dans l'ambiance

⁶ À tort ou à raison. Nous ne faisons ici que renvoyer au discours des acteurs.

survoltée du jour de l'indépendance. Pour ce qui est des « jeunes », leur présence recoupe assez bien l'indistinction relative des classes sociales et des statuts, la différence s'estompant en partie entre diplômés et non diplômés; d'autant que, signe des temps quasi universel, la part croissante des « diplômés-chômeurs » s'ajoute aux raisons de la frustration sociale. Les étudiants, au demeurant, engagés dans l'action collective avec leur propre marche du mardi, intercalée entre celles du vendredi, s'ils expriment dans l'essor du mouvement leur façon de se mettre à sa pointe, sans prétendre l'encadrer, s'insèrent facilement dans la masse des vendredis.

Une dimension majeure nous échappe, malheureusement, dans les limites d'une observation personnelle incapable d'aller sérieusement dans cette voie, celle qui se rapporte, on l'a souligné d'emblée, à l'immensité rurale. Des enquêtes locales, au-delà de précieux compte rendus de presse, permettront sans doute d'en savoir plus, si les sociologues arrivent à s'en donner les moyens, en attendant que les rapports de gendarmerie, les vues aériennes, et autres vidéo et enregistrements sonores, entre autres, ne viennent au secours des historiens de demain, dès lors qu'elles seraient accessibles.

Mixité genrée et sexuée

En sus de la mixité sociale, le *hirak* se donne à voir comme expression assumée de la mixité sociétale. Sa dimension genrée et sexuée est patente. Pour preuve, la grande présence des femmes, y compris celle de mères et de grands-mères, qui pour la plupart n'étaient jamais descendues dans la rue à ce jour. Sinon, pour ces dernières, alors fillettes ou jeunes femmes, dans l'enthousiasme du 5 juillet 1962 évoqué plus haut. Instant « magique », qui toutefois n'a pas donné lieu, sans parler de la périodicité hebdomadaire d'aujourd'hui, à des ferveurs collectives et joyeuses d'une ampleur similaire. De ces ferveurs, il en est d'autres, il est vrai, lors des grandes heures du football algérien, consécutives à la victoire, mais elles conservent une dimension presque exclusivement masculine. Sauf la dernière, justement, l'été 2019, en phase avec le *hirak*, et sans lui porter préjudice. On pourrait évoquer aussi le *Festival panafricain*, tenu à Alger en 1969 ; mais cette fête continentale et internationale exceptionnelle n'a sans doute pas touché l'ensemble du pays au même titre, ni favorisé une sortie féminine aussi marquée, au regard d'un public au demeurant plus spectateur qu'acteur. Dans le *hirak*, les femmes ne se séparent pas automatiquement, spontanément, massivement : ni entre elles, ni à distance des hommes. Le marqueur vestimentaire n'était pas

nécessairement séparatiste dans les actions collectives antérieures, autrement plus faibles en nombre. Il joue encore moins en ce sens, semble-t-il, avec le changement d'échelle hirakiste. Le durcissement en cours, plus que la durée du conflit, semble toutefois diminuer la part impressionnante de la présence féminine initiale. Quant au voile, il obéit depuis longtemps à bien des variantes, dans son tissu, sa taille, son motif, son porté. Il prend sa place à ce titre dans les cortèges. Même si la *burqa* et le *niqab* ne semblent pas avoir acquis une forte présence dans sa déclinaison, sans préjudice d'une combinaison vestimentaire possiblement identique ou proche par ailleurs à celles choisies par celles qui ne le portent pas (jeans, baskets, etc.)⁷. Au sein de ce continuum gestuel et vestimentaire, la mixité est ici inter et intra-féminine. Quitte à repérer des différenciations spatiales demeurant à préciser.

Restons un instant sur l'intra-genre, avec la hexis corporelle (attitude, tenue, gestuelle) déclinée au masculin. L'ostentation du *libas saheh* (barbe, kamis, serouel, etc.) : tenue normative supposée seule valide, ne semble pas avoir eu beaucoup plus de succès que la *burqa* ou le *nikab*. Mais au-delà de cette différenciation vestimentaire masculine, voyons ce qui se manifeste dans l'inter-genre et l'inter-sexe. Tout se passe comme si, à l'échelle massive du *hirak*, un registre spontané du rapproché hommes-femmes allait de soi, au moins pour une partie de ses membres. Sans en faire un mot d'ordre majeur, le mouvement, par le fait, renvoie ainsi le code de la famille à son archaïsme, en s'autorisant à une échelle sans précédent le droit pour une femme de circuler sans wali au contact d'une foule à forte présence masculine. La raison des gestes « réalise » la critique du texte. Des études plus fines, il est vrai, auront à dire ce qu'il en est des accommodements à cette co-présence inter-sexe, en liaison avec les dimensions familiales, professionnelles, estudiantines de l'insertion au sein du mouvement. D'une ville à l'autre, d'un cortège à l'autre, d'un vendredi à l'autre. Il y a du pèlerinage, dans la mouvance ritualisée du *hirak*. Mais ce dernier est séculier et participe à l'affirmation de la vie, fort de sa base juvénile et du sursaut vital des anciens, qui veulent redonner aux cadets la place qu'ils méritent. S'il a une fonction sacralisante, c'est au titre du combat politique et de sa liturgie, dans le contact retrouvé avec les mânes des ancêtres, ceux de « la Mecque des révolutionnaires ». À l'aune, toutefois, du pacifisme stratégique évoqué plus haut. Cela étant, on notera que ce rapproché des corps genrés et sexués n'a pas entraîné de forts débordements sexistes, si ce n'est de

⁷ Toutes choses déjà présentes depuis des lustres mais prenant une nouvelle dimension dans le cadre d'une manifestation de masse plus de trente fois reconduite.

façon marginale, dans certaines interventions policières (« rentre chez toi, tu n'as rien à faire ici »), ou à l'occasion de quelques réactions puritaines au sein du mouvement. Encore moins d'agression sexuelle caractérisée, comme ce fut le cas au Caire, sur la place *Et Tahrir*, ou ailleurs. A-t-on fait silence sur des cas de ce genre ? S'il y en a eu, ils n'ont pas eu loisir de prospérer. Rien n'empêche, au demeurant, que la marche ait pu favoriser la rencontre d'âmes-sœurs. La littérature le dira peut-être plus tard.

Accommodements linguistiques, idéologiques et identitaires

D'autres expressions de la diversité et de la distinction, sources encore actuelles de conflictualités non surmontées, se trouvent subsumées dans la *praxis* fraternaliste sinon fusionnelle du *hirak*. Langue, religion, identité locale, régionale, trouvent en lui un mode de cohabitation que le pouvoir n'a pas sérieusement entamé. Il ne s'est pas privé de ficher un coin dans son ordonnancement unitaire. La présence du drapeau amazigh -point de clivage s'il en est, et chiffon rouge pour les identitaires « arabistes »- a provoqué des arrestations et des condamnations. Mais certains magistrats, en dépit des pressions, n'ont pas prononcé les peines demandées. Au demeurant, ce drapeau est intégré par nombre de marcheurs non berbérophones comme une dimension naturelle de l'identité algérienne, ne menaçant en rien, comme dans les grandes fêtes du football, le grand drapeau vert et blanc de la nation, surdéterminant et sublimé. Un drapeau national qui fait office de drapé collectif, comme au stade; ou de chasuble, de chemise, de voile, dans le porté individuel, intégré au corps de chacun. Il en va de même des langues. Toutes sont mobilisées, aucune n'est exclue. Elles s'intègrent dans une même pratique discursive, incisive et joyeuse. À l'unitarisme exclusiviste réaffirmé du pouvoir (un peuple, une nation, une religion, une langue, un drapeau), répond donc l'unitarisme d'une diversité naturalisée en commun, dans le respect du commun. Symptomatiquement, les diverses fractures possibles au titre des grandes constructions idéologiques des décennies passées, obsolètes pour nombre d'entre elles, n'ont pas trouvé place dans la panoplie discursive des marcheurs : socialisme *versus* capitalisme, salafisme *versus* athéisme (ou laïcisme), arabisme (baathiste ou non) *versus* berbérisme, etc. Les intrusions « islamistes », quelles qu'en soit l'origine, n'ont pas eu ce pouvoir délétère, alors que la religiosité néo-salafiste massivement acquise depuis les années 1980 n'a pas perdu sa force sociétale.

Humiliation collective, réaction festive, créativité langagière

La première réaction verbale du *hirak*, portant injonction impérative, généralisée dans tout son espace territorial et social, se concentre dans l'interjection suivante, *yetnahou ga'a* (qu'ils partent tous !). Là encore, elle n'est pas nouvelle. Le « dégagisme » se manifeste en bien d'autres langues, d'autres pays, et d'autres mouvements sociaux actuels. Mais elle mérite d'être explorée plus avant en tant qu'elle participe du moment déclencheur, dans toute sa force psychique et sociologique.

L'humiliation et l'honneur

Au commencement était l'humiliation. À condition de lier le cheminement et le surgissement. Ce serait une erreur de croire que la présidence de Bouteflika a été aussi maléfique qu'il est dit aujourd'hui, du moins tenue pour telle par une grande partie des Algériens. Sans parler des thuriféraires des derniers jours fustigeant tout à coup, sans vergogne, le tyran renversé, venus classiquement au secours d'une possible victoire prochaine. Quelques mois plus tôt, ils répétaient à l'envi l'argumentaire officiel des « réalisations ». Et ils n'avaient pas entièrement tort. L'un d'entre eux, n'ayant peur de rien, ni du grotesque, ni du sacrilège, présentait encore le vieillard invalide comme béni de Dieu, sinon comme l'envoyé de Dieu.

Mais revenons à l'année 1999, puis à la décennie suivante, et même jusqu'à la fin du 3^e mandat (2004). Le nouveau chef d'État apparaît comme l'homme de la paix, son messenger et son garant, au prix de l'amnistie. Ce qui lui assure d'emblée une forme durable d'immunité. Quel que soit le coût psychique et matériel pour les parents des victimes du terrorisme islamiste, quand les tueurs du GIA sont amnistiés et rétribués, et l'amertume des anciens moudjahidines ayant repris le fusil pour protéger leurs villages, sans bénéficier de la reconnaissance attendue. La popularité du Raïs revenu d'exil n'est pas due seulement, par ailleurs, au monopole médiatique radio-télévisé de l'État (malgré l'ouverture incontestable de la presse écrite, déjà acquise), dont il va user et abuser, ou au pilotage du régime et du pays par la supposée toute puissante Sécurité Militaire. C'est que, à la veille de son premier mandat, il a aussi d'autres atouts. Encore faut-il savoir les jouer. S'il accepte le poste, c'est que les militaires le lui proposent. On sait que cela n'a pas empêché Boudiaf d'être tué. Mais la situation n'est pas la même et l'homme est bien différent. On est venu le chercher, on a insisté pour lui donner le siège (le *koursi*). Il pose ses conditions. Il ne sera pas un président fantoche, ce qui n'interdit pas les offreurs de penser autrement.

Mais si la popularité acquise par le nouveau raïs (familièrement appelé « Si Abdelkader », en référence à son « nom de maquis ») est réelle, et le demeure longtemps, c'est aussi que le premier atout de Bouteflika, justement, c'est lui-même. Comme il en est d'ailleurs convaincu, et s'empresse de le démontrer. C'est un homme d'expérience. Il vient de l'ALN, et connaît une bonne partie du personnel politique et militaire, même si ce dernier a vieilli comme lui, en son absence. Il reste internationalement connu comme diplomate. Et il a gouverné longtemps pendant 16 ans, fût-ce sous la houlette du patron qui l'a fait. Il connaît toutes les difficultés à maintenir les équilibres internes de toutes sortes, que même les plus forts doivent savoir régler pour mieux les utiliser, et rester au sommet. Comme Bourguiba et Hassan II, Bouteflika est un « virtuose », au sens de Weber. Maître de la parole dans les deux langues, maître des médias, il reforme bientôt un Etat-major rapidement rangé à ses vues. A tout le moins à des intérêts communs. Le général Gaid Salah, qui en rien ne le menace, et va tout lui devoir pendant quinze ans, s'y emploie. Le raïs achève de détruire l'islamisme armé, déjà bien affaibli, et se dote d'un duo partisan à sa botte (FLN-RND), qui assèche la scène politique, face à une opposition laminée, divisée, quasi infantilisée, suicidaire. En récupérant une trotskyste à gauche, et une partie de la mouvance islamiste à droite. En replaçant l'UGTA dans une totale dépendance clientéliste, aux ordres d'El Mouradia (la Présidence). Et puis, la conjoncture économique joue durablement en sa faveur, et permet une réelle redistribution sociale, favorisée par la montée euphorisante du baril, comme en 1982-85. Quand les couches populaires grondent, quand la dérive émeutière s'installe, il peut encore acheter la paix sociale. En tout cas, Il garde pendant plus de dix ans un incontestable soutien populaire. D'autant qu'il promet, à Sétif, un 8 mai 2012, dans un jour et un lieu hautement symboliques, de passer la main à la nouvelle génération. On sait qu'il n'en sera rien.

Oui, à la faveur d'un haut baril prolongé jusqu'au début du quatrième mandat (2013-2014), l'effort d'équipement a bien été important, en de nombreux domaines, même si la qualité, trop souvent, n'a pas suivi la quantité. Mais il n'a pas réglé en vingt ans les problèmes de fond du pays. Si les mandataires dont l' élu inamovible est le chef favorisent l'émergence d'une nouvelle classe moyenne, ils n'infléchissent pas la dépendance persistante quasi complète du pays aux hydrocarbures. Surtout, ils laissent croître, ou font croître, sur cette manne, une clientèle de petits oligarques, avides de grandir et qui aimeraient bien renverser la donne à leur profit. Mais aussi une pratique prébendière sans précédent, affichée avec insolence, dont paradoxalement l'ancien mentor du

nouveau raïs avait prédit la venue. Le président apparemment tout puissant n'en voit pas ou n'accepte pas les conséquences. C'est justement cela qui est impressionnant. Le retournement de l'opinion, fortement amorcé lors du quatrième mandat, s'accélère brutalement à l'annonce du cinquième. La roche tarpéienne, on le sait, est proche du Capitole. Rarement le vieil adage romain a paru retrouver pareille actualité. Les formules de Montesquieu et de lord Acton restent aussi d'actualité. Le pouvoir est la plus puissante des drogues, qui fait que son détenteur se croît « le seul maître après Dieu ». À la perte de lucidité politique globale, à l'illusion classique de se croire irremplaçable, s'ajoutent la pression croissante des proches et le déclin inexorable d'un corps défaillant. Tout cela pris ensemble conduit son clan et lui-même à sa perte. Mais il faut autre chose encore pour qu'elle survienne. Le quatrième mandat était déjà de trop, la volonté d'en briguer un cinquième tourne à un spectacle à la fois lamentable et grotesque et précipite la chute finale.

Au commencement, donc, était l'humiliation. Les affects ont une part considérable dans le jeu des réactions humaines individuelles et collectives. Ils sont décisifs, en tout cas, dans la chute du clan qui domine le pays depuis bientôt vingt ans. L'humiliation, sentiment universel, s'associe dans le cas présent avec une autre valeur anthropologique prêtée, abusivement ou non aux Algériens en particulier : l'honneur (*horma*), le *Nif*, pour le dire en dialectal usuel (Kardiner, 1969, 1937). Une très large partie du corps social, y compris celle qui soutenait depuis quinze ans le Raïs, n'accepte pas la dérive familialiste sinon dynastique du régime, et le pouvoir croissant du cadet Saïd, parvenu sans mérite au seuil de la toute-puissance, à l'heure de l'épreuve successorale. Elle n'accepte pas le changement de terminologie protocolaire relatif à la personne du chef d'État, *fakhamatouhou* (« son excellence »), étranger à la culture politique algérienne, et contrastant de manière tragi-comique avec le déclin trop évident de son destinataire. Elle accepte encore moins le simulacre du « cadre », variante ridicule du modèle des « deux corps du roi », le tableau du Président se déplaçant en lieu et place de son corps. La presse écrite et ses dessinateurs de talent s'en donnent à cœur joie. Mais rien n'est plus humiliant que la présentation déambulatoire médiatique de ce corps même, celle d'un vieil homme hébété et quasi muet privé de lucidité plusieurs heures par jour. En lui-même, le fauteuil roulant n'est pas un problème, comme l'a montrée jadis la fin de carrière et de vie de Roosevelt. Ce qui devient intolérable, c'est qu'on présente au monde entier l'image d'un État algérien caché derrière l'exhibition d'un homme dépossédé du respect

minimum dû à un semblable en fin de vie, lourdement diminué, si honni soit-il. Mais rien n'y fait. Fin janvier, le secrétaire général du FLN présente le président comme « l'envoyé de Dieu ». Le 12 février, ce dernier est officiellement annoncé comme candidat. Et le chef d'Etat-Major lui réitère son soutien. « Jusqu'à la mort », aurait-il dit peu de temps auparavant. L'équation ne peut plus tenir. Le *hirak* démarre le 22 février. Le 3^e vendredi montre qu'il monte en puissance, et change de dimension. Les choses s'accélèrent. Conciliant d'abord, mais comprenant que son propre sort est en jeu, le chef d'Etat-major, soutenu par le haut commandement, prend directement les choses en main, appelle à l'empêchement du président, « au nom de tous les corps militaires », exige la démission devant les caméras, lance l'opération « mains propres », et impose la marche au 12 décembre, faute d'un compromis à sa mesure. Rien pourtant n'est réglé. C'est que, depuis février, la catalyse s'opère dans le corps social.

Front social et avant-garde juvénile : la catalyse opère

Elle s'opère, elle opère, entre raison et émotion, entre individu et groupe, entre société et sociabilité, dans et par la combinaison sociale évoquée plus haut, en lui donnant la possibilité d'exister et, au sens propre, de faire corps. La décennie noire n'est pas oubliée. La peur surmontée, soulignée à l'envie, n'est pas seulement celle de l'appareil répressif d'État, elle est celle que l'on s'adresse individuellement et collectivement à soi-même, qui renvoie à la guerre civile. Le succès initial du raïs déchu a du beaucoup à son rôle de « pacificateur ». Son maintien longtemps peu contesté a du beaucoup à l'argumentaire du chaos. Le chef d'État-major convoque à son tour le risque de la *fitna* (la division entre les croyants, à la succession du Prophète), un terme déjà utilisé par le président ébranlé, invitant à une « conférence nationale », pour « éteindre les braises de la fitna ». Mais sans tourner au gimmick, l'antienne perd de son efficace. Au demeurant, la peur est surmontée bien avant le 22 février. Les indices ne manquent pas. Comme cette grève des jeunes médecins résidents commencée sur le parvis du CHU d'Alger, le 3 janvier 2018. Durement réprimée par la police, elle essaime en d'autres villes et en d'autres secteurs (stewards et hôtesses de l'air, enseignants, retraités de l'armée). La Kabylie bouge depuis longtemps. Quant aux couches sociales les plus modestes, des cités des grandes villes à celles de l'intérieur, et des villages déshérités, elles multiplient les échauffourées locales depuis des années, dans tout le pays, jusqu'à l'émeute au risque de la prison. Toutefois, ces émotions collectives, sans exclure un mimétisme diffus, restent locales et sans liens entre-elle. L'interaction

directe ou indirecte arrive avec le 22 février, et gagne rapidement en extension et en intensité, en trois vendredis seulement. La « convergence des luttes » s'opère, comme dit le langage militant, mais elle promeut et conserve dans le *hirak* un caractère essentiellement pacifique. Des avocats manifestaient le 2 février devant le tribunal de Sidi M'hamed ils sont environ un millier devant le Conseil Constitutionnel le 4 mars. Plus significatif encore, le 27 octobre 2019, arrive la grève sans précédent de nombreux magistrats, un corps réputé docile, qui affecte plusieurs villes, et entraîne à Oran l'intervention de la gendarmerie, jamais vue jusqu'ici dans cette enceinte.

Il nous faut revenir un instant sur la part essentielle que prend dans la dynamique actuelle sa composante juvénile, sans la ramener à sa seule dimension scolaire. Elle montre avec acuité, une fois encore, l'impact résultant de la rencontre entre une classe d'âge et une génération. Elle s'était déjà manifestée avec force dans le passé (1936, 1945, 1956, 1970, 1988). Elle retrouve à présent toute sa force, révélant toute la gamme du changement : d'époque, de société et de génération. Plus de 40% de la population aurait moins de 25 ans. Elle n'a connu que Bouteflika. On ne saurait pour autant la résumer en une formule journalistique, type « génération *harraga* ». Non pas que les jeunes (et moins jeunes), ceux qui tentent clandestinement la traversée marine, n'expriment pas une forme cumulée d'espérance et de désespérance, typique du temps. Mais le fait est que le *hirak* affirme tout à coup, aux yeux de tous, au-delà même de sa pointe estudiantine, le retour des jeunes *dans* la cité. Contre les clichés de l'indifférence, du consumérisme, de l'apolitisme, ce retour dit clairement son refus du départ, sa volonté de « vivre au pays », mieux et autrement, en y respirant, disent-ils, un « air de vraie liberté ». Supposée classiquement plus encline que les ascendants à la violence, elle contribue au contraire -fait assez remarquable- à canaliser les colères, calmer les frustrations, surmonter l'envie d'en découdre, et les tentations anarchistes, bien plus longtemps qu'attendu. Ils ont compris l'impasse des violences, notamment « arabes », qui n'ont mené nulle part. Est-cela un commentaire prêtant le flanc à quelque mièvrerie romantique ? Nous rappellerons que maintes fois le regard froid prêté à l'entomologiste (en fait tout aussi passionné qu'un autre) a dû s'incliner devant les faits. Il est possible que ce nouveau mouvement « jeune algérien », passé à la puissance mille, ne résiste pas à des lendemains plus âpres, mais il pourrait bien laisser durablement sa marque, celle d'un groupe d'âge incarnant plus particulièrement un moment, un courant, une époque.

Sociabilité festive, création langagière

Comment entre-t-on dans la foule des marcheurs, dans l'élan de la marche ? Comment peut-on durablement y rester, et résister autant à ses pulsions vengeresses qu'aux menaces de la répression (et à leur actualisation) ? Comment s'effectue dans la marche la nouaison des mots et des gestes, des personnes et des lieux ? Les études qualitatives à venir permettront sans doute d'y répondre plus finement, en sortant des limites du cadrage classique (CSP, classes d'âges, langues, régions, etc.) ; de restituer le vif et le « vrai » d'une puissance collective en action, sous les catégories de foule, masse, peuple, multitude, ou tout autre, plus opératoire. On se contentera d'évoquer ici comme indice la sociabilité du proche. De restituer les individus à leur subjectivité, leur position sociale, leur réseau de relations, et les petits agrégats à leur insertion dans l'interaction. Quelques récits recueillis sur le vif ne sauraient valoir comme preuves, mais en suggèrent l'efficace, à propos de la gamme et du jeu des entrées en scène, à partir de diverses situations d'expérience, anciennes ou en cours. La proximité familiale, de quartier, de métier, d'école, de pratique sportive, d'appartenance associative, semble y avoir une grande part.

Si la sociabilité festive sous-tend l'intelligence collective, l'action qu'elle génère se construit aussi avec et dans la « créativité langagière ». À la fois libération du verbe et thérapie sensorielle, cette verve inventive est l'expression joyeuse d'une critique jouant de tous ses instruments et de tout son répertoire, comme dans un vaste théâtre participatif. La catalyse est aussi catharsis. Khaoula Taleb Ibrahim, notamment, en linguiste, avait mis en évidence, il y a bien longtemps, cette valence langagière (1995). La poussée combative « libère » cette créativité et la fait jouer dans la scénographie et la chorégraphie symbolique dont elle se nourrit. Elle est jubilatoire. Elle joue de tous les supports : papiers, tissus, murs (graffitis), de tous les vecteurs : affiches, photos, peintures, vidéos, et de tous les symboles. Deux d'entre eux sont aussi anciens que le nationalisme moderne, le drapeau et l'hymne⁸. Mais le premier devient drapé, voile, mantille, tunique, on l'a dit ; et le second participe d'une diversification chorale démultipliée⁹. Pour en rester à la création proprement scripturaire et verbale, celle-ci tient d'abord à ce qu'elle joue

⁸ Nous avons consacré naguère des développements en ce sens, à propos de la séquence ENA-PPA-FLN, destinés à mettre au jour la dimension liturgique et corporelle de la performance politique.

⁹ A l'hymne national proprement dit, *Kassamen*, s'ajoute le chant algérien des partisans, *Min djibalina*, mais enchâssés tous deux dans une expression chantée beaucoup moins solennelle et beaucoup plus ludique.

de chaque langue, et dans chaque langue ; et plus encore du rapport entre les langues, sans complexe. Le jeu des mots, les jeux de mots, s'en emparent avec gourmandise. On voit bien que l'arabe moderne, scolaire et médiatique, notamment à l'écrit, est omniprésent, parfaitement assumé, sans évacuer complètement le français, et retourné ironiquement, le cas échéant, contre le discours officiel. Mais on voit aussi, et surtout, ou plus exactement on entend, la supériorité orale écrasante de l'arabe dialectal, même chez les jeunes scolaires ayant un bon niveau en *fosha*. Un dialectal méprisé sinon vilipendé bien souvent par le discours affiche son appartenance décisive à l'identité algérienne. Et puis, les mots ne sont pas seulement criés, les textes sont chantés, agrémentés aussi bien de vieilles chansons du répertoire populaire que des derniers tubes en vogue dans la jeunesse, les uns et les autres détournés avec humour

Ainsi le *hirak* met-il en scène et en acte une énorme performance lexicale, vocale et gestuelle. Elle est dans la pleine modernité, mais elle fait aussi écho au passé. Cette verve oratoire participe de l'ancienne joute populaire, de l'émulation illocutoire, du plaisir de dire et chanter propre à la poésie assonancée, qui sait tout aussi bien manier la satire que d'aller à la rime avec agilité. Mais elle est aussi débordement de la parole criée, chantée, le cas échéant dansée. Certes, est déjà présente au stade, depuis des lustres¹⁰. Dans cet espace fermé, difficile à contrôler, la jeunesse joue et chante, orchestre sa gestuelle, et se donne un instant le pouvoir, dans un défoulement verbalement contrôlé contre sa cible, qui finit par inclure le maître qui s'y est placé lui-même. Sans méconnaître, par contraste, justement, la violence virile du combat entre supporters, particulièrement lors des derbys, mais aussi les débordements moins glorieux de l'hostilité grégaire et xénophobe. Cette énergie festive a dans le passé, et tout récemment encore, atteint son acmé dans les rues avec la victoire des *Fennecs* (l'équipe nationale), qui compense les avanies du quotidien, redonne de la fierté à ceux qui ont cru la perdre, sujets de la *hogra*, cet esprit de supériorité des nantis, qui ajoute la condescendance au mépris. Mais le *hirak* va plus loin, et plus longtemps. La victoire estivale des Verts lors de la coupe d'Afrique n'a pas fait retomber sa courbe, épuisé son énergie. Les supporter de la marche continuent de transformer le pays en un stade géant, aux limites de tout le territoire, qui dans l'euphorie du moment, donne une voix quasi millionnaire à des marcheurs chaussés

¹⁰ Christian Bromberger, en anthropologue, bien placé en tant que voisin du club de Marseille, en avait très finement analysé la nature et l'ampleur, *Le match de football*, MSH, 1995. Youcef Fatès, dans sa thèse, a bien montré l'efficacité du stade dans l'expression et la radicalisation du nationalisme algérien, *Sport et politique en Algérie, de la période coloniale à aujourd'hui*, Paris I, 2007.

depuis le printemps de bottes de sept lieues. L'euphorie certes appartient au temps court. Elle retombe. La répression rappelle le coût de la lutte, la durée du conflit relance l'incertitude, et l'inquiétude. Mais le retour au réel, celui d'une victoire qui est encore loin d'être acquise, et qui pourrait même ne pas advenir, n'empêche pas le mouvement de se perpétuer, les vendredis de revenir. Il vaut pour tous les protagonistes. Le vainqueur du 12 décembre, comme les militaires qui lui ont permis de l'être, veilleront peut-être à s'en aviser.

Cinétique et symbolique, histoire et mémoire

La marche des corps est en elle-même un langage. Elle convoque *des noms et des lieux*, pour reprendre un beau titre de Lacheraf. Elle tient en ce sens d'un pèlerinage qui, pour être parfaitement séculier, n'en renoue pas moins avec la sacralisation du politique, dont il est partie prenante au titre de sa liturgie. Elle n'envahit pas toute la ville, n'occupe pas tous ses quartiers, ne régule aucune de ses activités, elle en suspend seulement l'ordonnancement habituel, pour quelques heures, là où elle défile. Elle est une voix inédite de la ville. Non le fait d'une armée qui la quadrille, d'une équipe d'agents publics qui l'administrent, ou d'une foule y célébrant une grande victoire sportive. Elle opère seulement- c'est peu et c'est beaucoup- une « prise » symbolique de la ville dans les limites spatiales et temporelles de sa traversée autogérée du vendredi.

Places et rues, horaires et agenda

Chaque ville a son itinéraire. Matérialisé par la jonction des places et de rues dont les noms porteurs de sens blasonnent le parcours. Les places de départ et d'arrivée, qui peuvent être les mêmes, à l'issue du périple, sont les lieux de rendez-vous des marcheurs, mais aussi les scènes qui ouvrent et ferment l'action collective du jour, spectacle ou épreuve. Les places fixent les extrémités de la chaîne corporelle, ainsi que le timing général de son entrée en action. Mais précisément, elles ne sont de la marche et dans la marche que quand celle-ci les rend vivantes, au titre du branle qui à partir d'elles active le réseau viaire retenu pour son parcours... Dès lors que la rencontre positive s'opère, que l'enthousiasme est de la partie, la dimension festive intègre le bâti du parcours au corps manifestant, transforme leurs habitants-spectateurs en habitants-acteurs. Cette rencontre a bien lieu avec le *hirak*. Ce n'est pas le cortège présidentiel qui traverse la ville, comme dans les manifestations officielles classiques, c'est symboliquement « le peuple » qui la reprend et se reprend.

Le *hirak* ce faisant devient produit et producteur de temporalité. Il se prolonge et s'institutionnalise, de fait, dans le respect répété de ses horaires et le suivi de son calendrier. Il avance avec sa régularité hebdomadaire, qui conjugue le profane et le sacré. La « prière du vendredi », celle qui rythme depuis des siècles l'expression collective et publique de la foi religieuse, se connecte en effet avec l'affirmation ostensible de la foi civique, sans qu'il soit besoin qu'un *adden* (muezzin) séculier opère le passage d'un rituel à l'autre, du croyant au citoyen, de la mosquée à l'agora, dès lors que la place publique en tient lieu, comme esquisse et comme promesse. Le processus va de soi; il est relation : connection et déplacement. Chaque vendredi, avec la régularité d'un métronome, le *hirak* s'impose à lui-même la maîtrise du temps, en l'imposant par le fait au noyau militaire dirigeant et à son chef. Une course s'engage sur ces bases entre les protagonistes, pour le contrôle de l'agenda.

Du printemps à l'hiver

L'État-major s'y efforce, manu militari, la machine administrative restant sous contrôle. L'élection présidentielle prend valeur de test décisif, à la date fatidique du 12 décembre, dès lors qu'elle est maintenue et imposée, tandis que le *hirak* la refuse. Mais si les positions sont maintenues de part et d'autre, coûte que coûte, par le quadrillage policier d'un côté, le maintien des marches de l'autre, ce coût, justement, n'a pas encore été mis vraiment à l'épreuve. On s'en rapproche dangereusement. À ce jour, chaque protagoniste s'efforce encore d'éviter le pire. Comme d'autres mouvements protestataires puissants, celui du 22 février est soumis au défi de la durée. Sa dynamique peut retomber, le mouvement s'essouffler, le jeu se resserrer. Le jeu s'est effectivement resserré, mais à 15 jours du scrutin programmé, la dynamique n'est pas retombée¹¹. Au printemps, la résilience du *hirak* étonne les observateurs. À l'automne, elle conforte ses partisans, irrite ses détracteurs, peu diserts jusqu'à une réponse militaire encore plus ferme.

Surpris au premier chef, et dans un premier temps au moins déstabilisé, l'Etat-major n'a pas apprécié lui-même, le mot est faible, qu'un tel mouvement, inédit, pacifique, tenace, résiste aussi longtemps à ses propres ajustements. Il s'adapte néanmoins, s'interdit de tirer comme il l'a fait dans le passé. Le *hirak* fait de même. Témoignant de l'intelligence collective de ses membres, il maintient et tient sa stratégie

¹¹ Au moment de clore ce texte, le vendredi 5 décembre 2019 démontre que le *hirak* garde des réserves de puissance à Alger.

pacifiste, conserve son autodiscipline et sa maîtrise du temps, en sachant se montrer flexible. Pour preuve, son appropriation réussie du calendrier solaire et du calendrier lunaire. Il s'est adapté au mois de ramadan, quand on pouvait penser que le début du jeûne marquerait la fin du jeu. En fait, la sortie nocturne du *hirak* a conjugué sa dimension festive avec celle du mois sacré, sans priver les pieux observants des prières surérogatoires nocturnes (les *tarawih*). Il n'a pas été annihilé davantage par les chaleurs de l'été et l'attrait de la plage. Il est encore présent à l'approche de l'hiver. Mais rien n'est joué. Chacun a tenu son agenda. La grande nouveauté, justement, est que le *hirak* ait tenu le sien, au moins jusqu'au 12 décembre. La ville, avec lui, a retrouvé une puissance qu'on croyait perdue.

La ville offensive retrouvée, entre mémoire et histoire

L'enjeu du mano a mano amorcé en février est celui de l'ordre politique susceptible de répondre aux « défis de société » anciens et nouveaux les plus cruciaux : modèle économique, rapport au religieux, statut des langues, statut des femmes, qui portent en eux les tensions les plus lourdes, dont les trois dernières se rapportent à une « question identitaire » irrédente. Dans l'immédiat, posée par le *hirak*, la question première est celle du politique et du statut du militaire dans le politique, qui les englobe toutes. Une question déjà posée en 1956 par le « Congrès de la Soummam », qui intéresse à ce titre l'histoire des historiens, mais aussi celle du citoyen, et s'impose à nouveaux frais dans les nouveaux défis du temps. Elle est de savoir quelle idée politique, quel ordre politique, est capable de maîtriser l'arc des tensions en évitant le retour à la guerre civile. Elle est avancée justement par le *hirak*, dans la ville. Et pose ce faisant la question de la ville. Là où des centaines de milliers d'hommes et de femmes font masse au nom d'une idée et d'un ordre problématiques, susceptibles d'y répondre, possiblement par des élections constituanes, dont cette fois ils/elles auraient et conserveraient la maîtrise.

L'enjeu du moment est celui de la reprise historique de et dans la ville, physique et symbolique. Il est celui de toutes les villes, et de toutes les pratiques sociales qui y élisent domicile et s'y donnent rendez-vous. Qui capitalisent, exemplifient, scénarisent, théâtralistent l'action de tous les collectifs, dont elle devient le premier ensemblier, ainsi que le plus grand terrain de lutte et de jeu. La ville liseuse, la ville frondeuse, cultivée et politisée donne le ton. C'est elle qui domine et dirige l'adhésion dans la contestation, retrouve l'idée du passé et promeut celle de l'avenir, dont

la formulation précise reste il est vrai à concrétiser et à tenir. Elle peut être débordée sur ses marges, devancée par des foyers contestataires périphériques, contestée à distance ou stimulée au contraire par les forces de l'intérieur¹². Mais c'est vers elle que l'on va, ou que l'on revient, pour retrouver ou implanter non pas un quartier général, ou une direction centrale, mais un rendez-vous coordonnée, partagé et jamais manqué. L'horizontalité demeure. Cela est vrai des capitales régionales (Oran, Constantine), ou encore de villes moins peuplées mais attractives, incisives, le cas échéant plus entreprenantes que ces dernières. Comme ce fut le cas de Tlemcen, avant 1940, pour la musique andalouse, et l'essor des Ulémas et du PPA ; ou de Sidi Bel Abbès pour le cyclisme. Toutes les villes sont créatrices d'histoire, et porteuses de mémoire, relevant à ces deux titres de régimes de vérité bien distincts, mais dont les saisies au présent font interagir le retour au texte et le recours aux mythes. Les marcheurs du *hirak* ne foulent plus à cet instant des rues aux noms devenus fonctionnels, auxquels on n'attache plus d'importance : la rue Didouche à Alger, comme celle du Général de Gaulle à Paris, ou ailleurs. Elle redevient la rue Didouche ex-Michelet, naguère rue de la nouvelle centralité européenne, passant de l'autre côté de l'université, sans effacer l'ancienne, la rue d'Isly, devenue Ben M'hidi. On marche dans le souvenir des héros morts, sinon dans leurs pas. Chaque rue, chaque place, là du moins où les masses engagées dans le mouvement prennent appui et force, retrouve sa signification historique et politique, comme si les impacts pédestres redonnaient sens à leurs noms dans le temps ou ces noms reprennent vie dans les têtes. Rien de mesmérisme là dedans, pas de tables tournantes, mais un accord puissant retrouvé et relancé entre le nom et le lieu, pour refaire du lien.

Rémanence des quartiers, reprise des itinéraires

Intéressons-nous plus particulièrement au cas d'Alger, bien que chaque ville mérite une étude spécifique. Celui-ci ne tient pas seulement au nombre et au statut juridique de la ville, mais à l'impact politique et médiatique de l'ancienne cité des raïs, dont les symboles propres sont aussi ceux de tout le pays. Le *hirak* y draine les foules les plus considérables, dont une partie vient de plus loin que la proche banlieue. Il y a bien un « effet de capitale ». En fait, Alger est depuis longtemps, pour beaucoup, ce lieu de rendez-vous des pratiques urbaines partant d'elle

¹² J'ai montré naguère l'impact de cette dynamique venue du bas, de la ruralité, des petits métiers du commerce et des services dans les bourgs et petites villes de l'est constantinois.

et venant jusqu'à elle, dont la puissance numineuse la plaçait déjà « au cœur des choses », non seulement pour les Européens, mais pour les Algériens, au tournant des années 1930. C'est là que l'association des Ulémas, toute nouvelle, installe son siège, bien que son leader et la majorité de ses hauts cadres soient de Constantine ou de l'est algérien. Là que le Congrès Musulman organise ses travaux, dirige son action, contrôle son extension territoriale, à la faveur du Front populaire, son allié, au sein duquel les partis de gauche et les syndicats y avaient déjà leur siège fédéral. Là que Messali débarque le 2 août 1936, pour y imposer sa présence et son discours, dont l'impact entraîne assez vite l'affaiblissement du processus engagé un an plus tôt, notamment auprès de la jeunesse, tout particulièrement en Mitidja. Qu'il récupère et canalise à son profit.

Cette puissance politique et symbolique de la capitale continue de grandir, de la fin de la deuxième guerre mondiale à l'insurrection finale. Elle progresse encore à l'heure de l'indépendance, en tant que siège continué et renouvelé du pouvoir politique, et comme espace conquis par les masses qui ont permis au pouvoir national d'accéder à l'indépendance et d'en prendre la direction. Mais seulement pour un temps. Les masses conquérantes deviennent masses de manœuvre, reconquises par d'autres maîtres, autochtones cette fois, et sous d'autres formes. Pour autant, le passé politique de la ville n'est pas effacé. Sa mémoire ne disparaît pas complètement, notamment lors des grandes fêtes nationales, 1^{er} mai, 5 juillet (indépendance), 1^{er} novembre, auxquelles vient s'ajouter celle du 19 juin 1965 (coup d'État de Boumedienne). Toutefois, la pratique commémorative se trouve à la fois modifiée et en partie estompée par le choix de nouveaux itinéraires et de nouveaux lieux de démonstration. À la mesure des orientations et des recompositions successives de la direction politico-militaire, ainsi que de la croissance exponentielle des villes, et pas seulement d'Alger, en population comme en territoire. Les commémorations des 1^{er} mai, 5 juillet et 1^{er} novembre demeurent, mais la fête de mai perd de sa substance. Celle du 19 juin, postcoloniale, fêtant le coup d'État de 1965, sous le terme de « sursaut révolutionnaire », a survécu longtemps à la mort de Boumedienne, mais disparaît finalement en 2005. Laissant subsister toutefois, dans son sillage, un nouvel espace de monstration. Avec l'homme du 19 juin, la route moutonnaire était devenue le théâtre d'exposition majeur de la puissance militaire, lors des 5 juillet. Il y a de bonnes chances qu'elle le reste.

Le *hirak* réactive les vieux itinéraires. Mais il s'ajuste à l'Algérie nouvelle, ainsi qu'aux points de blocage de l'appareil policier. Il mobilise par exemple des rues anciennement « bourgeoises », hier absentes du

parcours CGT syndicaliste et ouvrier du 1^{er} mai colonial, mais se concentre aussi sur les anciennes places, symboles de la domination européenne, investies à présent en point d'orgue. L'itinéraire qui part de la place du 1^{er} mai, à Belcourt, jouxtant la Maison des syndicats, pour gagner le vieil Alger centre, jusqu'à la Place des martyrs (et retour éventuel à la Grande poste), après avoir fait sa jonction avec les fils de la Casbah, était déjà là en 1936 et en 1945. Il est toujours là en 2019, mais il se renforce du populaire de Bab El Oued, comme de l'ex. quartier Mustapha, algérianisé à l'indépendance, le *hirak* tirant sa force d'un quadrige populaire élargi, pour déboucher sur une dualité finale nouvelle. D'une part, celle de la Grande poste, qui a gardé son nom, dont le parvis est situé aux pieds du grand escalier conduisant à l'ancien Gouvernement général, au « Forum », lieu paradigmatique du discours gaullien, mais aussi du refus européen du réformisme, puis du désengagement métropolitain. D'autre part, faisant jonction avec elle, la petite place Maurice Audin, arrive au premier plan¹³. Elle a changé de nom, située à la sortie du « tunnel des Facs », ancien quartier général étudiant « pied noir », aux pieds de l'ex rue Michelet, elle était devenue surtout une station majeure pour les lignes de bus de la ville. Mais elle participe de l'axe terminal du mouvement. Ensemble, reliées par la rue, elles forment un nouveau forum, algérien cette fois, qui justement souligne par contraste le lien entre passé et présent. Cette dualité, héritage de la dernière centralité européenne, repolitise sa fonctionnalité urbaine. Intégrée après 1962 à la Ville reconquise, cette centralité conservée, sans être exclusive, est appropriée une seconde fois par la ville combattante retrouvée, cinquante-sept ans plus tard. À l'instar du drapeau et de l'hymne, vecteurs du mimétisme combatif d'hier, dès 1936, elle a valeur de retournement symbolique contre l'ordre existant, contre l'instrumentation des luttes du passé, et la déprise de leur sens¹⁴.

On met ses pas dans ceux des anciens, ou du moins dans les rues et places qui portent leur nom. Mais pour ouvrir une autre époque. La rue parle avec ceux qui la font parler, dans une rencontre, on l'a dit, entre les anciens et les nouveaux, les fils et les pères, ou les grands-pères. Débaptiser et rebaptiser, c'est la première conséquence des ruptures

¹³ Le nom d'un héros politique européen, de surcroît communiste, ce n'est pas si fréquent. Celui de Yveton, lui aussi retrouvé, l'avait précédé.

¹⁴ Le nom de Maurice Audin, militant communiste, exécuté par les hommes de Paul Aussaresses participe d'une mobilisation se proposant de promouvoir l'avènement d'une Algérie plurielle. Son identité politique, au moment de donner son nom à un carrefour central particulièrement dense, n'avait pas suscité de protestation populaire. Il s'est intégré naturellement à la trace mémorielle inscrite dans la pierre.

politiques¹⁵. Le *hirak* y procède à sa façon, sans réclamer quoi que ce soit de cet ordre, car il lui suffit de redonner vie par son action aux nobles noms de 1954-1962 qui ont disparus, ou se sont banalisés. Les lieux en tout cas sont restés. Au printemps 2019, ils reprennent sens, comme devise associée à une héraldique. Ils conservaient une force subliminale, voilà qu'ils reviennent en pleine lumière, autrement que dans une litanie sélective et usée¹⁶. Rues, places, bâtiments et statues conjuguent à nouveau la matérialité fonctionnelle du lieu et la capacité identificatoire et projective de ses personnages. C'est le cas partout, il est vrai, de Tlemcen à Constantine. En l'occurrence, Ils ne reviennent pas comme des spectres shakespeariens, mais comme des rappels ayant même fonction. Marcher avec le *hirak* recharge les noms, les espace, les symboles. Ceux-ci retrouvent leur puissance critique, réintègrent leur valeur émotionnelle, mais aussi rationnelle, en tant qu'élément d'un argumentaire réfléchi, partie intégrante d'une pensée d'action, concrétisée, incarnée, par la performance discursive, iconographique et gestuelle de la cinétique du collectif en marche.

Retour des icônes : portraits des morts, présence des vivants

Avec le *hirak*, l'ensemble onomastique, qui associe la chair et la pierre, s'autorise de lui-même à sommer le pouvoir en place de justifier son statut et son nom. En convoquant les morts qui de nouveau parlent aux vivants. On retient, certes, la personnification médiatique de jeunes acteurs sortis du rang, et de l'anonymat, mais celle-ci n'a pas la puissance symbolique et politique des héros du passé. Les premiers se sont faits connaître comme médiateurs et facilitateurs de l'action, orateurs de quartiers, intervenants sur internet, sortis du rang. Arrêtés puis condamnés à ce titre, ils acquièrent de fait une notoriété plus grande. La prison héroïse les condamnés. Ils retrouvent le mouvement en image, quand leur portrait, drapé ou non, est brandi au-dessus d'eux par les

¹⁵ Bouteflika a fait rebaptiser les aérodromes, les noms jadis pestiférés tels que Ben Bella, (Oran) a fortiori Messali (Tlemcen), ou marginalisés, tels que Abbas (Sétif) faisant retour. Mais conservé celui de Boumediene, pour celui d'Alger. Toutefois, les rues et places portant les noms de Ben Bella, Messali, Abbas, sinon de Ben Badis, ne sont pas légion; j'allais dire, ne courent pas les rues.

¹⁶ L'utilisation de la statuaire, ces dernières années, n'invalide pas le constat. À Oran, celle de Zabana, premier « martyr » algérien passé sous le couperet de la guillotine, a donné satisfaction à la mémoire locale. Mais la statue qui surplombe désormais un nouveau croisement viaire important, n'a retrouvé sa pleine valeur mémorielle et son nouveau sens politique qu'avec la halte du cortège oranais, qui en a fait une vraie place politique, pour un nouvel usage de la concordance des temps.

marcheurs, comme une bannière accrochée à une hampe. Leur avenir politique reste néanmoins incertain.

La certitude du nom et de sa valeur politique appartient en revanche aux héros de la geste nationale. Les uns sont morts au combat, et leur image est restée célèbre depuis l'indépendance, par leur présence continue dans la presse, les manuels scolaires, les documentaires télévisés, et les films, les photos et les affiches. Ce n'est pas le cas de tous, il est vrai, car la censure, filtrant le rapport au passé, a fait sortir du panthéon certains d'entre eux. Le plus important étant Abbane, l'homme du Congrès de la Soummam, assassiné par les siens décembre 1957. D'autres sont revenus très tardivement au premier plan, à l'instar de Zabana à Oran. La présence des grands héros, images suprêmes de la figure du *chahid* (martyr), n'en est pas moins une caractéristique du *hirak*. Dès les premiers vendredis, cette image, proprement iconique, est matérialisée par leurs portraits, souvent de grande taille, qui flottent au-dessus de la tête des marcheurs. Ils s'intègrent, avec les drapeaux, dans la canopée télévisuelle de la forêt humaine, celle des images fixes et animées prises du haut des immeubles, qui passent elles aussi en grand nombre sur internet. On y retrouve notamment Didouche, le fils algérois de la Redoute, et Ben M'hidi, le chef de la bataille d'Alger, auquel Bigeard aurait paraît-il rendu les honneurs. Deux des noms qui s'accordent, on l'a vu, aux deux rues les plus prestigieuses de l'Alger colonial. Mais aussi Ali la pointe, et Hassiba Ben Bouali.

Plus distinctive, toutefois, plus émotionnelle, est la présence des vivants, ou plutôt des survivants. Deux d'entre eux font une apparition spectaculaire, qui contribue en chemin à donner du souffle au mouvement, à conforter les marcheurs dans leur conviction d'être justement « dans la marche de l'histoire ». Lakhdar Bouregaâ, haut cadre de l'ancienne wilaya 4, l'un des rares survivants de ce niveau et de cette époque, est celui qui va le plus loin dans son engagement. Il n'hésite pas à s'en prendre directement et nommément au chef d'Etat-major lui-même, ce qui lui vaut d'être arrêté et condamné à son tour. Il entame alors une grève de la faim, qui ne laisse pas d'évoquer les grandes heures du passé, et refuse de répondre aux magistrats qui l'interrogent. Mais la surprise majeure vient d'une héroïne par excellence de la « bataille d'Alger », Djamila Bouhired, défendue en son temps par Jacques Vergès, son futur époux. On la reconnaît alors qu'elle s'immisce discrètement dans le cortège, en dépit de son grand âge. Une présence d'autant plus exceptionnelle qu'elle est restée silencieuse depuis un demi-siècle, refusant de donner sa caution aux gouvernements successifs du pays. Elle affirme haut et fort son soutien à la génération du *hirak*. Sa présence à

elle seule vaut mieux que toute la vieille rhétorique sur le passage de témoin. On a souligné, pas assez peut-être, le contraste entre grands anciens et héritiers, à propos des méthodes de lutte engagées par les uns et les autres. Les deux icônes de la lutte armée n'ont en rien contesté la stratégie pacifiste des nouveaux « acteurs de l'histoire », bien au contraire. Mais leur intervention même ramène justement au présent, au défi que le *hirak* représente, à l'incertitude qui plane sur son devenir, et au sens qu'on a tenté de lui donner malgré tout.

Le temps suspendu

Au moment de mettre un point d'orgue à ce long instantané, si l'on ose dire, il n'est pas question de jouer aux pronostics. Nous avons essayé de discerner des tendances à l'œuvre et des forces en cours. En limitant notre enquête au seul *hirak*, et en nous arrêtant au seuil des élections, refusant ainsi les facilités d'une lecture rétrospective. Nous n'avions pas le moindre moyen d'une approche tant soit peu comparable de la force militaire, de sa direction actuelle et a fortiori de tous les étages et compartiments de l'institution, qu'il faudrait insérer en outre dans une étude de la naissance et de l'essor plus que cinquantenaire d'une société militaire, plusieurs fois atteinte par des secousses internes. Nous en sommes restés, pour l'essentiel, à une phénoménologie du mouvement, à sa dynamique du temps court, bien conscient qu'il est lui aussi à inscrire dans le mouvement historique d'ensemble, sans attendre le possible verdict des urnes.

On a évoqué un instant le pèlerinage, dans la mesure où la marche repasse par des itinéraires associés à des noms et des lieux du passé. Cela ne doit pas faire oublier, même s'il est bien question ici de ressourcement, que le type d'énergie physique, psychique et intellectuelle engagé par les marcheurs, avec sa promesse d'avenir, est d'un tout autre ordre. Celui d'un mouvement puissamment projeté vers le futur à construire, comme il en a existé dans le passé, en Algérie même. Avec sa part d'illusion et d'utopie. Nous sommes partis d'un petit mot de rien, transformé en quelques semaines en fanion verbal, bientôt connu autour du monde, prenant part avec son efficace propre à cette métamorphose. En allant avec lui au plus près des acteurs-auteurs qui ont réussi à le porter et à l'incarner dans une gestation sociale de 9 mois. Un petit mot animant l'agir communicationnel, désireux d'ouvrir à une nouvelle fabrique sociale et politique du commun. Plus qu'un label, ou une marque, le mot devient titre : un titre d'appartenance, et un titre pour l'action. À la fois emblème scripturaire, et oriflamme verbal, non celui

d'un roi, mais celui d'un peuple qui ne veut pas de roi. Un peuple qui se souvient, avec ses aînés, de la devise qui en 1962 déjà se voulait fondatrice : « par le peuple et pour le peuple »

Un tel mouvement ne se déploie pas et ne se pense pas dans la répétition, et ne se ramène pas à la seule guerre d'indépendance, laquelle, sous un certain angle, dans son mode d'action au moins, lui tourne même le dos. Il est porteur de nouveau, et pas seulement de renouveau. Nous l'avons souligné à maintes reprises. Pour en prendre la pleine mesure, il faudra toutefois réinterroger le passé à son aune. On pense au *Congrès musulman* (1936), et aux *Amis du Manifeste et de la liberté* (1944), les deux mouvements de masse les plus puissants du premier XX^e siècle. Sans ignorer les différences énormes de contexte, et sans nous contenter de ramener trop vite le *hirak* une répétition de plus grande dimension, au moins par le nombre (dans une Algérie il est vrai six à huit fois plus peuplée).

Certes, les buts du passé et du présent se recoupent. Tous les acteurs autrefois engagés dans des luttes de grande envergure voulaient, comme ceux d'aujourd'hui, sortir du carcan imposé par la structure d'ordre dominante. Mais les précédents combattaient pour un briser une domination extérieure, bien qu'elle ait été en partie intériorisée, tandis que le mouvement actuel, plus qu'aucun de ses antécédents postcoloniaux, veut en finir avec une domination intérieure, qui n'est pas sans lien avec un extérieur intériorisé, qu'on ne saurait réduire à la vieille rhétorique du complot. Surtout, d'une époque à l'autre, l'Algérie a considérablement changé, et pas seulement en termes politiques, ou en termes démographiques, mais en termes anthropologiques et culturels. Elle veut rompre définitivement avec le mode de gouvernement du pays, avec la force qui le monopolise depuis l'indépendance, désignée comme « système »¹⁷. Elle brise par son existence même avec la situation politique que nombre de spécialistes disaient subie et supportée, pour ne pas dire acceptée, par la grande majorité de la population, y compris par sa jeunesse, considérée précisément comme dépolitisée. Une situation présentée, sinon comme inhérente à l'ordre des choses, du moins comme la conséquence durable de la « décennie noire », celle du terrorisme des années 1990, dont le souvenir très proche incitait à une longue patience, invitait les uns et les autres à attendre et espérer des jours meilleurs. Une

¹⁷ Pour une étude du politique (*politics* vs *policy*) dans l'Algérie contemporaine, nous renvoyons aux travaux fondamentaux de Jean Leca, restés particulièrement performants, ainsi qu'à l'ouvrage pionnier écrit en duo avec Jean-Claude Vatin (1975). Pour ne citer qu'un seul article « Paradoxes de la démocratisation. L'Algérie au chevet de la science politique » (1998).

fois encore, l'histoire nous prend à contrepied. C'est le défi de l'historien que de maîtriser la diversité des configurations jouant dans le temps de toutes les facettes de l'exister humain.

Bibliographie

Avioutski, V. (2016). Chapitre 10. Les dimensions régionales du conflit d'Ukraine. Dans B. Giblin (dir.), *Les conflits dans le monde : Approche géopolitique*, (p. 155-167). Paris : Armand Colin.

Bromberger, Ch. (1995). *Le match de football*. Paris : MSH.

Deluermoz, Qu., Singaravélou. P. (2012). Des causes historiques aux possibles du passé ? Implication causale et raisonnement contrefactuel en histoire. *Labyrinthe*, (39), 55-79.

Dobry, M. (2000). Les voies incertaines de la transitologie. Choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence. *Revue française de science politique*, (4-5), 585-614.

Fatès, Y. (2002). *Sport et politique en Algérie, de la période coloniale à aujourd'hui*. Thèse de doctorat en Science politique. Paris I.

Lacheraf, M. (1998). *Des noms et des lieux. Mémoires d'une Algérie oubliée, souvenirs d'enfance et de jeunesse*. Alger : Casbah éditions.

Leca, J. (1998). Paradoxes de la démocratisation. L'Algérie au chevet de la science politique. *Pouvoirs*, (86), 7-28. Paris : Le Seuil

Leca, J., Vatin J.-C. (1975). L'Algérie politique. Institutions et régime. *Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques*, (197). Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Prost, A. (1996). *Douze leçons sur l'histoire*. Paris : Le Seuil.

Taleb Ibrahimi, Kh. (1995). *Les Algériens et leur(s) langue(s) : éléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*. Alger : Éditions el Hikma.

ISSN 1111-2050

Insaniyat

Revue algérienne d'**anthropologie** et de sciences sociales



Les graffiti en Afrique du Nord : les voix de l'underground

Karim OUARAS • Hadjer BELHAMIDECHE

Fatma Zahra SAHLI • Mohammed Zakaria ALI-BENCHERIF • Enrique KLAUS

Salaheddine BELARBI • Reda SEBIH • Wafaa BEDJAOUI

Nacer SI HAMDJ • Boualem BEY

Parcours de Recherche

Pierre BERTONCINI

Positions de Recherche

Houria DJILALI



23^e année - numéro double 85-86
juillet - décembre 2019